



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/La-chasse-aux-fonctionnaires>

La chasse aux fonctionnaires

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2002 - N° 1027 - décembre 2002 -

Date de mise en ligne : lundi 27 novembre 2006

Date de parution : décembre 2002

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Alors que Paul Vincent nous appelle à une plus grande fraternité, la droite ultra-libérale, à la botte du Medef, appelle à "la chasse aux fonctionnaires". En son temps, Raymond Barre, haut fonctionnaire lui-même, avait, dans le cadre de sa "politique de rigueur", déjà tenté de "monter" la "France d'en bas" contre les "nantis", autrement dit les fonctionnaires. Cette campagne avait heureusement fait long feu. Ce qui était prévisible car, à cette époque, les salariés du privé étaient largement mieux payés que les fonctionnaires et ne se plaignaient pas du montant de leur retraite. Avec la "crise" (mais peut-on appeler "crise" le fait que les actionnaires veuillent un retour sur investissement d'au moins 15% ?), la politique de rigueur a refait surface et avec elle la guerre contre le secteur public, impulsée par les institutions financières internationales (FMI, etc.)

À coté des clubs de réflexion qui gravitent autour de la droite [1], les associations "apolitiques" militant contre les employés du secteur public se multiplient. Parmi elles, "Les contribuables associés" avec pour devise "Trop de dépenses publiques, c'est trop d'impôts" se montre particulièrement agressive. Dans la pub qu'elle vient de faire diffuser (à grtands frais) dans un certain nombre de journaux, sous le titre « Ne laissons pas le dernier mot aux lobbies de fonctionnaires », elle reprend sans pudeur les litanies habituelles :« Refusons que les lobbies de fonctionnaires nous imposent leur loi, alors qu'ils sont déjà privilégiés : trop nombreux, garantie d'emploi à vie, salaires généralement plus élevés que dans le privé, horaires de travail souvent inférieurs à 35 heures, retraites avantageuses,... Le gouvernement ne doit pas céder : il faut réduire les dépenses publiques et, entre autres, ne pas remplacer systématiquement les fonctionnaires qui partiront à la retraite dans les 5 ans à venir. Réagissons ! » Plus populiste que moi, tu meurs ! Comme si votre facteur, l'instituteur de vos enfants ou l'infirmière qui vous soigne, gagnaient des fortunes comme un vulgaire Jean-Marie Messier ou le nouveau directeur de Gemplus [2] !

Vous remarquerez aussi que lorsque ces "braves gens" parlent de fonctionnaires, ils oublient systématiquement les militaires...Ils feraient bien de réfléchir à la mésaventure survenue au célèbre chroniqueur libéral Jean-Marc Sylvestre et à la leçon qu'il en a tirée sur le bon fonctionnement du service public :

Le chroniqueur matinal Jean-Marc Sylvestre est bien connu en France depuis plus de 20 ans pour avoir défendu les intérêts des actionnaires, de la bourse unique et obligatoire, de la libéralisation de l'économie et des privatisations. Frappé par un très grave ennui de santé, il a, pendant la période estivale, été rappelé à la dure réalité de la vie en étant . Honnête homme, il reconnaît que « Jusqu'à cet été, il ne connaissait du système de santé français que l'ampleur du déficit de l'assurance-maladie. Depuis, il sait que ce déficit, qu'il a tellement critiqué, lui a sans doute sauvé la vie. Oui, dit honnêtement Jean-Marc Sylvestre : « En toute logique, je n'aurais pas dû survivre. La chance oui, [...] Ma chance, la vraie, c'est d'avoir été traité par une poignée de médecins extraordinaires de compétence. Des fous de médecine passionnés, géniaux, qui n'ont eu de cesse de comprendre ce qui se passait. Dans un système qui, pour être critiqué, n'en demeure pas moins des plus performants... Je sais aujourd'hui que, sans ce système de santé français et la capacité d'investigation qu'il donne aux médecins, j'étais mort. Dans une logique purement financière, aucun contrôleur de gestion n'aurait pu accepter de telles dépenses. Le « return » était trop improbable. Financièrement, les médecins font prendre à la collectivité des risques considérables. Mais il faut reconnaître que, s'ils sont bons et responsables, c'est cette liberté totale qui leur permet de gagner des vies. Je leur dois la vie... ». Il conclut que : « Le système de santé français est formidable ; il faudrait être sûr que tout le monde puisse en bénéficier. »

[1] Voir La Grande Relève, N° 1026, octobre 2002, p.2.

[2] Leader mondial de la carte à puce, Gemplus vient de s'offrir un nouveau PDG avec une prime de bienvenue de 500.000 euros et un salaire annuel de 600.000 euros. (Le Monde, 17/11/02)